

3, chemin de l'Orée du Bois
69570 DARDILLY

Téléphone : 33(0)4-78-47-50-50

Télécopie : 33(0)4-78-66-23-03

www.cogera-expertise.fr

A
U
D
I
T

E
X
P
E
R
T
I
S
E
C
O
M
P
T
A
B
L
E

C
O
N
S
E
I
L

UNION DES FAMILLES

Association - OGEC

132 rue Joseph Berlioz

01140 SAINT DIDIER SUR CHALARONNE

Ce rapport comporte 25 pages

SAS au capital de 83 200 €
390 036 911 RCS LYON
CODE NAF 6920Z



 commissaire
aux comptes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE
31 AOUT 2024**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DES FAMILLES relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration 2 décembre 2024 sur la base des éléments disponibles à cette.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} août 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association des produits à recevoir et notamment des soldes de subventions et forfaits externats sur la base des éléments disponible à ce jour. Nous avons également mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage les accords d'attribution des subventions et l'apurement financier de ces produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres appelés à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

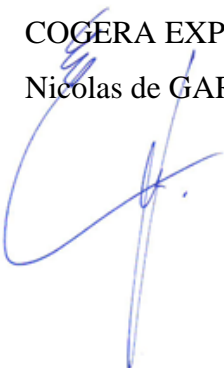
Fait à Dardilly,

Le 16 janvier 2025

Le Commissaire Aux Comptes

COGERA EXPERTISE

Nicolas de GARILHE



BILAN ACTIF- PASSIF

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 907	6 995	911	1 367
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	33 867	18 393	15 474	15 427
ACTIF CIRCULANT	Constructions	4 656 699	3 873 218	783 481	623 740
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	875 348	764 019	111 330	144 678
	Immobilisations corporelles en cours				2 400
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 155		1 155	1 149
	Créances rattachées à des participations	3 072 959		3 072 959	3 168 153
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	8 647 934	4 662 625	3 985 309	3 956 914
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 060		2 060	2 541
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 098	3 948	27 150	22 118
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	385 851		385 851	217 842
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	405 933		405 933	395 224
	Charges constatées d'avance	71 879		71 879	59 686
	TOTAL (II)	896 820	3 948	892 873	697 411
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	9 544 754	4 666 572	4 878 182	4 654 325
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			718 301	646 194
	(3) dont à plus d'un an			3 948	3 986

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 176 324	1 176 324
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	129 112	129 112
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(1 051 263)	(1 099 591)
	Excédent ou déficit de l'exercice	109 485	48 328
	Total des fonds propres (situation nette)	363 658	254 172
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	967 841	877 001
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	967 841	877 001
	Total des fonds propres	1 331 499	1 131 174
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	61 893	46 889
	Total des provisions	61 893	46 889
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles	190	248
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 103 406	3 319 140
	Emprunts et dettes financières divers		350
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	25 546	24 713
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	276 505	59 126
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	61 028	52 685
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	12 958	13 788
	Produits constatés d'avance	5 158	6 212
	Total des dettes	3 484 790	3 476 262
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		4 878 182	4 654 325
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		109 485,14	48 327,85
(1) Dont à moins d'un an		574 173	348 144
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	1 655 339	1 544 549
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	970 676	890 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 795	19 565
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	16 453	16 227
	Total des produits d'exploitation	2 667 263	2 470 341
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 404 218	1 316 440
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	58 261	57 840
	Salaires et traitements	695 362	685 434
	Charges sociales	222 417	201 999
	Dotation aux amortissements et dépréciations	184 282	221 360
	Dotation aux provisions	15 004	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	53 824	46 987
	Total des charges d'exploitation	2 633 369	2 530 059
RESULTAT D'EXPLOITATION		33 894	(59 718)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		33 894	(59 718)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 072	3 215
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	33 702	35 782
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		38 774	38 997
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	39 941	43 388
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		39 941	43 388
RESULTAT FINANCIER		(1 167)	(4 391)
RESULTAT COURANT avant impôts		32 727	(64 109)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 400	1 306
	Sur opérations en capital	76 118	111 138
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	77 518	112 444
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	759	6
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	759	6
RESULTAT EXCEPTIONNEL		76 758	112 437
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 783 555	2 621 781
TOTAL DES CHARGES		2 674 070	2 573 453
EXCEDENT ou DEFICIT		109 485	48 328
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Introduction

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 878 182** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 783 555** euros et un total **charges** de **2 674 070** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **109 485** euros.

La présente Annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouverts le **01/09/2023** et clôturés le **31/08/2024**, ayant une durée de **12** mois.

Ces comptes annuels ont été établis le 2 décembre 2024 par les dirigeants de l'association.

Activité de l'association

L'association a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique et des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

L'association pourra se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

A cette fin elle pourra réaliser toutes les activités parascolaires telles que l'accueil, le transport, l'hébergement, la restauration, la mise à disposition de locaux et d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal.

Elle pourra passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet.

Elle pourra acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance.

Principes comptables, méthodes d'évaluation et comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et des dispositions spécifiques aux associations et fondations prévues au règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08.

Règles et Méthodes Comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

Continuité de l'exploitation

Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exception de la présentation des états financiers,

Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les logiciels font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, de 12 mois à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Depuis le 1er janvier 2005, les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition tandis que les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

L'association fait application des dispositions du CRC 2002-10, relatives à l'amortissement selon la durée d'utilisation des biens et non selon les usages, pour toutes ses nouvelles acquisitions depuis le 1er janvier 2005.

L'association fait application des dispositions du CRC 2004-06 relatives à l'approche par composant.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon les plans suivants :

- Bâtiments,	Linéaire 10 à 20 ans,
- Agencements et aménagements,	Linéaire 5 à 20 ans,
- Matériels et mobilier de restauration,	Linéaire 3 à 10 ans,
- Matériel et mobilier scolaire	Linéaire 5 à 10 ans,
- Matériel informatique scolaire,	Linéaire 3 à 5 ans,
- Matériel de transport,	Linéaire 1 à 3 ans,
- Matériel de bureau,	Linéaire 4 à 10 ans,
- Mobilier,	Linéaire 6 à 10 ans,

Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Plus généralement, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres sont évalués au coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

Engagement de retraite (régime à prestations définies)

Notre association est redevable directement envers ses salariées du paiement d'une indemnité de fin de carrière à la date de leur départ à la retraite.

L'estimation de ces indemnités de fin de carrière a été effectuée dans l'hypothèse d'une mise à l'initiative de l'employé à 64 ans et selon la méthode dite " droits accumulés avec projection salariale" (progression de 1,5%) et avec un taux d'actualisation de 3,45%.

Le montant estimé au 31/08/2024 s'élève ainsi à 53 021 euros, charges comprises.

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour atteindre son obligation.

Les provisions devenues sans objet au cours de l'exercice sont rapportées au résultat.

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants

Compte tenu de l'organisation, les 3 plus hauts cadres dirigeants s'entendent du Président, du Vice-président et du Trésorier.

Ces fonctions étant remplies par des personnes bénévoles, aucune rémunération ne leur est par conséquent allouée.

Règles et Méthodes Comptables

Quote-part des subventions d 'investissement

La quote-part des subventions d 'investissement est classé au niveau des produits exceptionnels et constitue un produit en compte " 777000 - Quote-part subv. investissement".

Ces subventions ont permis de financer les investissement et, est reprise en fonction des amortissements des biens immobilisés financés.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Révaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	12 791				4 885	7 907
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 791				4 885	7 907
CORPORELLES	Terrains	33 291		576			33 867
	Constructions sur sol propre	1 501 721		2 400		57 178	1 446 943
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	2 929 747		280 009			3 209 756
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	838 610		25 073		22 230	841 453
	Matériel de transport	13 900					13 900
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	18 975		1 020			19 995
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	2 400				2 400	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 338 644		309 078		81 808	5 565 914	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	3 169 302		70 006		165 194	3 074 114
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 169 302		70 006		165 194	3 074 114
TOTAL		8 520 737		379 084		251 887	8 647 934

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	11 424	456	4 885	6 995
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 424	456	4 885	6 995
CORPORELLES	Terrains	17 864	529		18 393
	Constructions sur sol propre	1 157 746	53 351	57 178	1 153 919
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	2 649 982	69 317		2 719 299
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	696 998	58 382	22 230	733 150
	Matériel de transport	13 734	166		13 900
	Matériel de bureau, mobilier	16 074	895		16 969
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 552 399	182 639	79 408	4 655 629
TOTAL		4 563 823	183 095	84 293	4 662 625

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	46 889	6 132		53 021
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres		8 872		8 872
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	46 889	15 004		61 893
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	3 986	1 188	1 226	3 948
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	3 986	1 188	1 226	3 948
TOTAL GENERAL		50 875	16 192	1 226	65 841
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			16 192	1 226	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	3 072 959	718 301	2 354 658
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux	3 948		3 948
	Autres créances clients, usagers	27 150	27 150	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 818	2 818	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	380 177	380 177	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	2 856	2 856	
	Charges constatées d'avance	71 879	71 879	
	TOTAL DES CREANCES	3 561 787	1 203 182	2 358 605
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles	190	190	
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 103 406	218 334	966 656
	Emprunts et dettes financières divers			1 918 416
	Fournisseurs et comptes rattachés	276 505	276 505	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	3 963	3 963	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 842	38 842	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	18 224	18 224	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	12 958	12 958	
	Dettes représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	5 158	5 158	
	TOTAL DES DETTES	3 459 245	574 173	966 656
	Emprunts souscrits en cours d'exercice			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	215 734		
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	1 176 324				1 176 324
Fonds propres avec droit de reprise	129 112				129 112
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	(1 099 591)	48 328			(1 051 263)
Excédent ou déficit de l'exercice	48 328	(48 328)	109 485		109 485
Situation nette	254 172		109 485		363 658
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	877 001		166 958	76 118	967 841
Provisions réglementées					
TOTAL	1 131 174		276 443	76 118	1 331 499

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des Produits à recevoir		387 617
Autres créances		387 617
<i>Avoirs à recevoir</i>	89	
<i>Indemnités Sandra GUSTIN</i>	2 318	
<i>Subv d'investissement</i>	275 055	
<i>Subventions à recevoir - Régio</i>	40 697	
<i>Subventions à recevoir - Département</i>	11 969	
<i>Subventions à recevoir - Communes</i>	52 456	
<i>Produits à recevoir divers</i>	1 562	
<i>Intérêts à recevoir</i>	3 471	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des Charges à payer		35 963
Emprunts obligataires convertibles		190
<i>Int.courus / emprunts oblig.</i>	190	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 124
<i>Fourn-fact non parvenues</i>	16 124	
Dettes fiscales et sociales		7 376
<i>Provision indemn congés payés</i>	3 716	
<i>Ij ss nets</i>	246	
<i>Ch. sociales s/congés payés</i>	1 257	
<i>Autres charges soc à payer</i>	1 202	
<i>Etat autres charges à payer</i>	955	
Autres dettes		12 273
<i>Charges à payer</i>	12 273	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		31/08/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION			71 879	5 158
Charges et Produits FINANCIERS				
Charges et Produits EXCEPTIONNELS				
TOTAL			71 879	5 158

--

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/08/2024

Total des produits exceptionnels		77 518
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 400
<i>Pdts excep opér de gestion</i>	1 118	
<i>Aut prod except écart divers</i>	1	
<i>Pdts excep sur ex antér.</i>	282	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		76 118
<i>Quote-part subv investissement</i>	76 118	
Total des charges exceptionnelles		759
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		759
<i>Aut charges exceptionnelles</i>	6	
<i>Aut charges exceptionnelles éc</i>	4	
<i>Charg. gestion ex. ant. st jo</i>	750	
Résultat exceptionnel		76 758

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/08/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Nantissement emprunt 500 k€ SG			125 000	
			125 000	
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
IDR			53 021	
			53 021	
Autres engagements				
Caution de l'Association de Villeneuve - emprunt 737 k€ CRCA				381 447
Caution solidaire du département de l'Ain - emprunt 1 300 k€ SG				348 677
Caution solidaire de l'Association de Villeneuve - emprunt 1 300 k€ SG				523 015
Caution solidaire Région Auvergne Rhône-Alpes - emprunt 1 600 k€ SG				1 150 235
Caution solidaire de l'Association de Villeneuve - emprunt 1 600 k€ SG				127 804
				2 531 178
Total des engagements financiers (1)			178 021	2 531 178
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Filiales et participations

Etat exprimé en euros		31/08/2024	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements détaillés					
SCI SAINT JOSEPH SAINT DIDIER			(386 951)	90,00	(101 020)